



## Conseil de sécurité

Distr.  
GÉNÉRALE

S/1997/864  
7 novembre 1997  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATÉE DU 7 NOVEMBRE 1997, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL  
DE SÉCURITÉ PAR LE PRÉSIDENT EXÉCUTIF DE LA COMMISSION SPÉCIALE  
CRÉÉE PAR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL EN APPLICATION DU PARAGRAPHE 9 b) i)  
DE LA RÉOLUTION 687 (1991) DU CONSEIL DE SÉCURITÉ

Comme suite à ma lettre du 5 novembre 1997 (S/1997/848), je voudrais vous informer et, par votre entremise, informer les membres du Conseil de sécurité, de l'évolution de la situation quant aux travaux confiés à la Commission spéciale en vertu des décisions du Conseil.

Le 6 novembre, des équipes du Centre de contrôle et de vérification de Bagdad ont tenté d'effectuer des inspections dans la région de Bagdad pour déterminer, entre autres choses, où avait été emmené le matériel placé sous surveillance (question que j'ai évoquée dans ma lettre du 5 novembre). Les équipes ont une fois de plus été empêchées de faire leur travail. Elles ont réessayé aujourd'hui, 7 novembre, et pour la même raison, d'inspecter les sites de cette région. Une fois de plus, elles en ont été empêchées.

En outre, une équipe a essayé d'entrer dans un site placé sous surveillance pour changer des cassettes dans des échantillonneurs servant à détecter la présence de substances chimiques dans l'atmosphère. Ces échantillonneurs permettent de déterminer s'il y a eu des activités chimiques prohibées. Les cassettes doivent être changées régulièrement et analysées au laboratoire de la Commission à Bagdad. L'équipe a été empêchée d'accéder au site pour faire ce travail. Or, celui-ci est un élément essentiel des activités courantes de contrôle et de vérification de la Commission, qui ont été prévues dans le plan de contrôle et approuvées par le Conseil dans sa résolution 715 (1991). Ces échantillonneurs sont installés dans un certain nombre d'établissements un peu partout en Iraq. Si l'Iraq devait continuer à empêcher les équipes d'y accéder, la Commission se verrait privée de ce moyen supplémentaire de s'assurer que l'Iraq ne se livre pas à des activités prohibées. Il est un fait que certains des sites où se trouvent des installations chimiques en Iraq sont capables en quelques jours d'entreprendre des activités relevant de la guerre chimique.

Je voudrais aussi attirer l'attention du Conseil sur la lettre ci-jointe que m'a adressée le Chargé d'affaires de la Mission permanente de l'Iraq (voir annexe), et qui reprend cette accusation inadmissible exprimée par le Vice-Premier Ministre le 29 octobre selon laquelle l'avion U-2 utilisé par la Commission "espionne l'Iraq ... sous le couvert des opérations de la Commission spéciale, en vue de réaliser les objectifs politiques américains hostiles à

l'Iraq". Il y est dit que les vols de reconnaissance à haute altitude ne sauraient être acceptés. Le Chargé d'affaires demande que soit annulé le vol au sujet duquel j'avais envoyé une lettre de notification, datée du 5 novembre. Il déclare en outre que je "porter[ai] la responsabilité des conséquences" qu'aura toute décision que je prendrais d'envoyer l'avion en Iraq, "d'autant que tous nos dispositifs de défense antiaérienne sont activés et sont mis en état de faire face à la possibilité d'une agression".

Il convient que le Conseil sache que, le 6 novembre, le Directeur du Centre de contrôle et de vérification de Bagdad a écrit à son homologue de la Direction nationale de contrôle pour lui rappeler qu'il incombe à l'Iraq de veiller à ce que les éclairages intérieurs soient suffisants et à ce que rien ne vienne obstruer le champ de prise de vues des caméras de contrôle installées par la Commission. Le Gouvernement iraquien a répondu le même jour en disant qu'il avait pris des mesures pour assurer un éclairage intérieur suffisant et pour que rien ne vienne obstruer le champ de prise de vues des caméras installées dans les sites placés sous surveillance. La lettre de l'Iraq demandait également à la Commission de signaler aux autorités iraquiennes toute déficience relevée dans le système de contrôle mis en place dans ces sites. Les premiers rapports du Centre de contrôle et de vérification de Bagdad indiquent que toutes les lumières éclairant les sites placés sous surveillance des caméras sont maintenant rallumées et que tous les obstacles physiques qui obstruaient le champ de prise de vues des caméras ont été retirés. Cependant, le matériel est toujours hors du champ de la caméra, soit parce qu'il n'est plus là matériellement, soit parce qu'il est caché par des structures entourant l'emplacement où il est mis. Du fait de cette situation, la Commission n'est pas en mesure de déterminer où se trouve le matériel ni s'il est utilisé. Les préoccupations que j'exprimais dans ma lettre du 5 novembre demeurent donc entières.

Je vous serais obligé de bien vouloir porter la présente lettre à l'attention des membres du Conseil de sécurité.

(Signé) Richard BUTLER

ANNEXE

[Original : arabe]

Lettre datée du 6 novembre 1997, adressée au Président exécutif  
de la Commission spéciale créée par le Secrétaire général en  
application du paragraphe 9 b) i) de la résolution 687 (1991)  
du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de l'Iraq  
auprès de l'Organisation des Nations Unies

Me référant à la lettre datée du 29 octobre 1997 que le Vice-Premier Ministre de l'Iraq a adressée au Président du Conseil de sécurité (S/1997/829), je voudrais réaffirmer et souligner notre position au sujet de l'avion U-2 telle qu'elle est exposée dans cette lettre. Vu son importance, il me paraît indiqué de la répéter. En voici le texte :

"Je vous ai expliqué dans ma lettre du 12 octobre 1997 concernant la question de l'avion U-2 utilisé par la Commission spéciale qu'il s'agit d'un avion espion américain qui espionne l'Iraq et les dirigeants irakiens sous le couvert des opérations de la Commission spéciale, en vue de réaliser les objectifs politiques américains hostiles à l'Iraq. Cela permet aussi de fournir délibérément à la Commission spéciale des informations trompeuses visant à créer des problèmes et des crises artificielles, comme cela s'est produit en particulier en juin et en septembre 1997. Nous demandons à la Commission spéciale de retirer la couverture qu'elle offre à cet appareil espion qui survole l'Iraq et sommes prêts à trouver avec la Commission une formule neutre à laquelle participeront les membres permanents du Conseil de sécurité, si une telle activité s'avère nécessaire. Dans la lettre que je vous ai adressée le 12 octobre 1997, j'ai fait des propositions tendant notamment à remplacer l'appareil U-2 par un avion irakien qui serait mis entièrement à la disposition de la Commission spéciale ou à utiliser un appareil d'un Etat neutre qui ne vise pas à atteindre des objectifs personnels contre l'Iraq."

Comme l'a fait observer notre Représentant permanent, l'ambassadeur Nizar Hamdoon, dans la lettre datée du 2 novembre 1997 qu'il vous a adressée (S/1997/837, annexe), compte tenu des récents faits nouveaux, l'Iraq prévoit que les États-Unis lanceront contre lui une agression militaire, comme ils l'ont fait en d'autres occasions. C'est pourquoi l'entrée d'un avion espion américain dans l'espace aérien irakien ne saurait être acceptée. Nous vous prions donc instamment d'annuler les survols de l'avion U-2 dont vous nous avez avisés dans votre lettre du 5 novembre 1997.

Nous jugeons regrettable que vous insistiez pour envoyer l'avion espion au moment où le dialogue est en cours entre l'Iraq et le Secrétaire général des Nations Unies et malgré la demande du Secrétaire général. Et vous le faites à un moment où l'Iraq a décidé de différer l'exécution de la décision qu'il avait

/...

prise d'expulser les Américains qui font partie du personnel de la Commission spéciale. Vous porterez par conséquent la responsabilité des conséquences qu'aura toute décision que vous prendriez d'envoyer l'avion espion en Iraq, d'autant que tous nos dispositifs de défense antiaérienne sont activés et mis en état de faire face à la possibilité d'une agression.

Le Chargé d'affaires par intérim

(Signé) Saeed H. HASAN

-----